

**Benjamin Mutambukah**  
**Yesho Alex Arapsamson**  
**Mungech Chebet**  
**Loupa Pius**  
**Penninah Zaninka**

### **Conflits violents à Karamoja**

Les Karamojong vivent dans la partie nord-est de l'Ouganda. Le Karamoja couvre 27 596,5 km<sup>2</sup>, soit 11,4% de la superficie totale de l'Ouganda. Le pastoralisme, l'agro-pastoralisme et l'agriculture de subsistance sont les principales activités économiques. La communauté des Karamojong est bien connue pour ses liens forts avec le bétail et en raison de fréquentes sécheresses, ils se déplacent régulièrement avec leurs troupeaux d'un endroit à l'autre à la recherche de pâturages et d'eau.

Depuis la fin du programme de désarmement en 2010, le Karamoja a bénéficié d'une paix relative. Il y a maintenant une coexistence pacifique dans la région entre les Dodoth, les Jie, les Tepes, les Ik, les Matheniko, les habitants de Bokora et les communautés ougandaises voisines comme les Teso, les Sebei et les Bagisu. Cependant, ce n'est pas toujours le cas avec des communautés telles que les Turkana du Kenya et les Toposa du Sud-Soudan.

La paix est venue dans le Karamoja avec des aspects positifs et négatifs. Un aspect négatif a été l'augmentation des cas d'accaparement des terres. Deux cas de ce type (parmi beaucoup d'autres) incluent le village de Kautakou dans le district de Napak qui a été saisi par des élites de Karamojong et Napore a atterri dans le district de Kaabong saisi par la Wildlife Conservation Agency / Uganda Wildlife Authority (UWA) pour la création d'un couloir de faune dans le Kidepo Game Park.

Comme si l'accaparement des terres ne suffisait pas, la communauté est confrontée à de nouveaux cas de vols de bétail, en grande partie commis par des populations armées telles que les Turkana, les Toposa et les Didinga. La longue sécheresse au Kenya qui a conduit à la migration des pasteurs Turkana vers le Karamoja a conduit à la lutte pour les points d'eau existants et les zones de pâturage. Ceux-ci ont entraîné des décès et des pertes de bétail. Selon les rapports de construction de la paix et de sécurité faits par le l'Organisation pour le Développement Agro-Pastoral de Dodoth (DADO), le 9 novembre 2017 dans le comté de Lodiko, deux civils (Lotyang Lolem et Lochiokio Jerimeya) ont été abattus par quatre guerriers armés Turkana. Le nombre total de vies perdues pour les guerriers Turkana entre septembre et décembre 2017 était de cinq dont trois étaient des civils, un membre de l'Unité de défense locale et un soldat de la Force de défense des peuples de l'Ouganda (UPDF).

Le 11 novembre 2017, un total de 73 têtes de bétail ont été volées par des guerriers Turkana dans la paroisse de Kotirae dans le comté de Kakamar. Au total, entre le 7 septembre et la fin de l'année 2017, plus de 245 bovins, chèvres, moutons et ânes ont été volés par des guerriers turkana armés.

Cependant, au cours de la même période, 407 têtes de bétail, de chèvres, de moutons et d'ânes (y compris ceux volés précédemment) ont été récupérés grâce aux efforts du Comité de sécurité de Kaabong et de l'UPDF.

La communauté de Karamoja est sceptique quant à l'engagement déclaré du gouvernement de les protéger contre les Turkana et commence à demander au gouvernement de les réarmer, ce qui pourrait être dangereux. Des initiatives locales telles que l'Accord de partage des ressources naturelles de Loyoro signé entre les Dodoth et les Turkana au début de 2017 ont cherché à s'appuyer sur des directives politiques internationales et nationales telles que le Cadre stratégique de l'UA sur le pastoralisme en Afrique. Cependant, la violation continue de l'accord par les Turkana qui continuent d'entrer en Ouganda avec des armes illégales sape l'essence de l'accord.



## **Problème lié à la faune dans le Karamoja**

L'afflux d'animaux sauvages est également commun étant donné que 53,8% des terres du Karamoja sont en cours de conservation. Les animaux sauvages continuent à détruire les cultures et à tuer les gens qui osent aller dans les espaces sauvages pour cueillir des fruits, des légumes et brûler du charbon de bois. Malheureusement, il n'y a aucune garantie que la perte de récoltes ou des vies dues à la faune soient compensées. Cette approche doit être repensée rapidement pour s'assurer que toutes les vies et tous les biens détruits sont justes et rapidement compensés, sinon les gens ne verront pas la faune comme une ressource importante à protéger.

## **Menaces posées par le projet de loi sur l'amendement des terres**

Le projet de loi sur l'amendement des terres, s'il est adopté par le gouvernement, aura un impact très négatif sur les terres traditionnelles des pasteurs Karamojong - peut-être plus que pour les autres communautés. C'est parce que la plupart des terrains du Karamoja appartiennent à des propriétaires communaux et ne sont pas titrés. Ils sont donc très faciles et pratiques à saisir. L'un des articles proposés du projet de loi permet au gouvernement d'acquérir obligatoirement des terres pour un investissement dans le secteur public auprès d'un propriétaire foncier et de négocier avec ce dernier pendant que le développement est en cours. Ceci met le propriétaire foncier dans une situation très faible étant donné que l'évaluateur gouvernemental qui est censé déterminer la valeur de la terre est lui-même un agent de l'État qui est partie au désaccord. Le projet de loi prévoit également que le gouvernement dépose de l'argent auprès d'un tribunal pendant que se déroulent de longues négociations. Le système judiciaire en Ouganda est très lent et généralement la justice ne favorise pas les pauvres, ce qui désavantagera encore davantage les habitants du Karamoja.

## **Problèmes de droits fonciers chez les Benet**

Les populations Benet (appelés les Ndorobos par leurs voisins) sont les habitants originels et indigènes de la forêt du mont Elgon dans l'est de l'Ouganda. La communauté entretient une longue querelle avec les autorités sur ses terres ancestrales, qui ont été déclarées zone protégée en 1926 sans leur consentement libre, préalable et éclairé et sans compensation. En 2005, les Benet ont remporté une victoire sur le glissement des terres décidée par la Haute Cour dans laquelle le gouvernement a reçu l'ordre de restituer les terres protégées à la communauté, mais cette décision n'a pas encore été mise en œuvre.

En juin 2017, le bureau du Premier ministre et le ministère des Terres, du Logement et du Développement urbain ont mené une enquête. C'était une tentative de marquer la ligne de démarcation précédemment convenue en 1983 qui était considérée comme une solution pour résoudre les problèmes fonciers des Benet. Cependant, cela a éveillé des

crainces au sein de la communauté parce que le gouvernement considérait cela comme une façon détournée de diviser les terres des Benet en zones de ressources naturelles et de réinstallation, mais les Benet ne voulaient perdre aucune de leurs terres.

En octobre et novembre 2017, le Bureau du Premier Ministre de l'Unité de gestion des interventions en cas de catastrophe avait prévu d'attribuer 24 acres de terrain dans le village de Kapsekek à 24 familles de la communauté paroissiale Yatui, chacune recevant un acre. À la fin, cependant, seulement huit de ces familles se sont vu attribuer des terres, tandis que les 16 restantes ont été informées qu'elles seraient examinées plus tard dans la zone de réinstallation temporaire de Yatui.

## **Harcèlement par les autorités de la faune de l'Ouganda**

Le 7 décembre 2017, les Benet ont envoyé une délégation de sept personnes dirigée par Yesho Alex (Président du Groupe Indigène Ogiek du Mont Elgon Benet) au bureau du Premier ministre à Kampala. Le but de la visite était de voir comment le gouvernement allait mettre en œuvre les questions des Benet conformément à une pétition soumise au bureau du président et au bureau du Premier ministre le 17 avril 2014. À cette époque, le brigadier Stephen Oluka avait promis de rencontrer les dirigeants du district, les autorités de l'Uganda Wildlife Authority (UWA) et la communauté des Benet. Il a également informé les délégués qu'ils avaient discuté de la pétition des Benet avec le Premier ministre Rt. Hon. Ruhakana Rugunda et que ce dernier avait été informé que le peuple Benet avait soulevé de graves problèmes. Le brigadier Stephen Oluka a en outre conseillé aux Benet de signaler les abus des droits de l'homme commis par les agents de la force publique de l'UWA à la police. Il a affirmé que cela servirait de preuve parce que la mise en fourrière du bétail et l'arrestation des bergers paissant comme le fait par l'UWA étaient illégales et criminelles et devraient être exposées.

À ce jour, cependant, l'UWA harcèle encore le peuple et empoigne le bétail. Par exemple, le 23 novembre 2017, Catherine Kokop du village de Cherangut a été battue et son bétail mis en fourrière. Cette affaire a été signalée à la police de Kwosir sous le numéro de dossier SD REF 10/23/11/2017. Le 19 décembre 2017, Patrick Ngeywo a été arrêté et son bétail mis en fourrière. Il a signalé cela au poste de police de Kitawoi sur le numéro de dossier SD REF 19/12/2017. Cependant, les auteurs n'ont pas été sanctionnés.

Malgré la présence d'officiers de l'UWA dont la responsabilité première est de protéger le parc national d'Elgon, la forêt communautaire des Benet est continuellement en train de s'épuiser parce que les espèces d'arbres menacées sont échangées contre de l'argent par des personnes payées pour les protéger. Ceci est attesté par plusieurs témoins oculaires et documentations, qui montrent exactement que cet acte est fait par des officiers de l'UWA. Par exemple, le 4 décembre 2017, un homme Benet, en train de paître, a rencontré une personne qui avait abattu un arbre énorme. Il s'est avéré que cet homme avait payé de l'argent à l'UWA et avait ensuite reçu la permission de couper des arbres dans le parc national.

Le 19 novembre 2017, un membre de la communauté Benet a trouvé un garde forestier qui faisait partie de l'équipe stationnée au refuge de Piswa avec deux chasseurs armés d'arcs et de flèches partageant la viande d'un animal sauvage appelé localement «poonet». L'affaire a été signalée à la police et au bureau du Premier ministre.

Les forces de l'ordre accusent souvent à tort les personnes dont le bétail n'est pas mis en fourrière de braconnage afin d'obtenir frauduleusement de l'argent de telles personnes. De telles accusations et menaces forcent les membres de la communauté à céder au chantage et à payer des pots-de-vin. Par exemple, le 23 octobre 2017, un agent Benet a

été trouvé par des agents de l'UWA venant de pâturage, et en refusant de révéler où se trouvaient ses animaux / bétail dans le parc national, les officiers de l'UWA ont menacé de l'impliquer comme braconnier alors qu'ils avaient déjà les bêtes en leur possession. Leur but était de le forcer à leur verser un pot-de-vin à cause des craintes d'arrestation, mais il a réussi à se sortir du pétrin. Avec beaucoup plus de cas non signalés, il est clair que les agents d'application de la loi utilisent continuellement les ressources des Benet au nom de la conservation.

## **Graves violations des droits de l'homme**

En 2017, des abus massifs des droits de l'homme ont été constatés par la communauté Benet. Par exemple, le 16 juillet 2017, un homme Benet, Masai Chemater, dans le comté de Kortek, dans le district de Bukwo, a été arrêté par des agents de la force publique de l'UWA. Il a été arrêté et torturé à mort alors qu'il était encore en détention. Bien que l'affaire ait été signalée à la police, il n'y a pas eu d'arrestation des auteurs, dont certains ont été transférés pour protéger les contrevenants, et les dossiers ne font que mentir à la police.

Le 15 juillet 2017, trois garçons alors qu'ils s'occupaient de leurs vaches dans la forêt ont été battus par des agents de l'UWA et leurs vaches ont été emmenées à la hutte de Cheberen. Le cas de ces enfants n'a jamais été signalé à la police par la communauté par crainte de représailles. Dans un autre développement, un homme Benet a été agressé et l'affaire a été signalée à la police sous la référence du dossier numéro SD REF 06/14/12/2017, cependant, les délinquants n'ont pas été traduits en justice. Ces incidents découragent les communautés de signaler les cas car il existe désormais un sentiment général qu'aucune sanction ne sera infligée aux malfaiteurs.

En conclusion, les politiques et les législations actuelles (sur le papier et dans la mise en œuvre) n'apportent aucun espoir aux communautés autochtones. On craint par exemple que le projet de loi sur l'amendement des terres, déjà déposé au parlement, profite au gouvernement mais pas à la communauté autochtone. Si, dans la situation juridique et politique actuelle, leurs terres ne sont pas sécurisées, l'arrangement proposé selon lequel le gouvernement sera libre de prendre le contrôle des terres et de les dédommager après de longues procédures judiciaires, désavantagera encore davantage les populations autochtones.

## **Loi sur la limite d'âge**

La loi sur la limite d'âge qui a été promulguée fin décembre 2017 supprimant la limite d'âge d'un président n'est pas considérée par la communauté indigène comme bénéfique, car elle permet seulement de prolonger le même gouvernement qui a continuellement ignoré les questions Benet pour les 31 dernières années. C'est pourquoi la femme députée du district de Bukwo Hon, Evelyn Chemutai - qui a voté contre le projet de loi - a été reçue comme une héroïne par la communauté Benet quand elle est allée dans son district d'origine en décembre 2017 et que les gens ont juré de continuer à voter pour elle.

## **La situation du peuple Batwa**

Les peuples autochtones Batwa vivent dans le sud-ouest de l'Ouganda principalement dans les districts de Kisoro, Rubanda, Kanungu, Kabale, Ntungamo, Mbarara, Lwengo et Bundibudgyo. Depuis qu'ils ont été expulsés de leurs terres ancestrales (forêts) en 1991, les Batwa sont restés peu nombreux en raison d'un grand nombre de défis auxquels ils sont confrontés.

Avec la création en 2000 de l'Organisation unie des Batwa, Organisation unie pour le développement des Batwa en Ouganda (UOBDU), certains des nombreux défis auxquels sont confrontés les Batwa, très marginalisés et appauvris, ont été abordés. L'un des succès a été de rassembler les Batwa de différentes régions et de les organiser pour avoir une voix collective sur leurs défis et leurs situations. De nombreux défis persistent pour les Batwa ; cependant, il y a eu aussi de bons développements en 2017 grâce aux activités de l'UOBDU, financées par divers donateurs. Ces développements comprennent:

Des enfants batwa ont reçu de la nourriture dans trois écoles dans le cadre de l'éducation primaire universelle (EPU). Cela a été fait grâce à un projet pilote visant à réduire le taux de décrochage scolaire des enfants Batwa en raison de l'impossibilité de déjeuner à la maison et à l'école. En outre, 13 enfants Batwa ont bénéficié d'un soutien pour étudier dans des internats et deux garçons Batwa poursuivent leurs études dans les universités. Différentes formations et ateliers ont également été menés pour permettre aux Batwa d'acquérir des compétences telles que les méthodes de négociation afin de préparer le procès Batwa qui a été déposé en 2013.

L'UOBDU a également mis en œuvre le projet intitulé «Donner des espoirs aux femmes et aux filles batwa» où deux représentants Batwa provenant des 43 groupes ou communautés Batwa ont été sélectionnés et formés en tant que défenseurs des droits des femmes. Ces défenseurs seront équipés de dispositifs de communication pour leur permettre de signaler les violations des droits de l'homme aux autorités compétentes. On espère qu'avec ce projet, les problèmes de violation entre les sexes, entre autres, seront réduits.

L'UOBDU a également mis en œuvre un projet agricole dans le cadre duquel huit groupes Batwa ont bénéficié de la récolte de pommes de terre qui les a aidés en termes de revenus et de sécurité alimentaire. Dernier mais non le moindre en 2017, les Batwa de Sanuriro, Rubuguri / Rushaga, Kitahurira, Kalehe, Mukongoro, les communautés de Buhoma et de Kitariro ont mis en œuvre le projet de subsistance des Batwa qui leur a permis d'acquérir différentes compétences en artisanat, préservant leur culture en termes de musique, de danse et de théâtre et d'apiculture ce qui les aide à gagner leur vie.

## Notes et références

1. United Organisation of Batwa Development in Uganda (UOBDU), 2004. *Report about Batwa data*. August 2004, Uganda, p.3.
2. Uganda Bureau of Statistics 2016, National and Housing and Population Census 2014: <http://library.health.go.ug/publications/leadership-and-governance-monitoring-and-evaluation/population/national-population-and>
3. Minority Rights Group International (MRG), 2001, Uganda: The marginalization of Minorities (p.9), [www.minorityrights.org/download.php?id=143](http://www.minorityrights.org/download.php?id=143)
4. *Land Act (1998)*, Articles 2, 32; and *National Environment Statute (1995)*, Article 46.

5. AU (African Union). 2010. Policy Framework for Pastoralism in Africa: Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities. African Union, Addis Ababa. <http://www.au.int/en/documents/30240/policy-framework-pastoralism-africa-securing-protecting-andimproving-lives>
6. Stites, E., and D. Akabwai. 2009. Changing Roles, Shifting Risks: Livelihood Impacts of Disarmament in Karamoja, Uganda. Feinstein International Center, Tufts University Friedman School of Nutrition Science and Policy. <http://fic.tufts.edu/publication-item/changing-roles-shifting-risks/>
7. Uganda Bureau of Statistics, 2016 Statistical Abstract, Kampala 2017

*Benjamin Mutambukah* is the Coordinator of the Coalition of Pastoralists Civil Society Organisations and has great passion for the equality and equity of marginalised peoples. Contributions from: **Yeshe Alex Arapsamson** (Chairman, Mt. Elgon Benet Indigenous Ogiek Ndorobos), **Mungech Chebet** (Coordinator Mt. Elgon Benet Indigenous Ndorobos), **Loupa Pius** (Project Officer, Dodoth Agro-pastoralist Development Organisation), **Penninah Zaninka** (Coordinator, United Organization for Batwa Development in Uganda).

Source : IWGIA Indigenous World 2018  
Traduction pour le GITPA par **Aurélie Giovine**